

Politique régionale

Ce que l'on entend par là / Notre objectif :

La politique de cohésion économique et sociale, souvent appelée "politique régionale européenne", regroupe les principales actions soutenues par l'UE au niveau territorial et local. Cette politique représente une part conséquente du budget européen ; part qui n'a cessé d'augmenter depuis sa création dans les années 70. Le Traité de Lisbonne prévoit un passage à la codécision (égalité avec le Conseil des ministres) pour l'ensemble des règlements (Fonds structurels, FEDER, Fonds Social Européen et coopération territoriale), ceci représente un accroissement colossal de la marge de manœuvre du Parlement pour légiférer sur cette matière. A noter, en l'état actuel des choses, si le sujet intéresse au premier plan les électeurs des Etats-membres, il n'est pas très clivant entre la droite et la gauche au PE (le clivage est plutôt entre anciens et nouveaux Etats-membres).

Qu'avons-nous obtenu ? / Ou en sommes nous ?

Le Groupe a soutenu la programmation 2007-2013, tout en gardant une réserve sur l'enveloppe financière allouée. Pour répondre aux inquiétudes et critiques et éviter le saupoudrage des aides, la priorité a été d'éviter de créer une Europe à deux vitesses, et de soutenir le principe de solidarité entre les régions. Le Groupe PSE a également soutenu la décision d'aligner les objectifs de la politique européenne de cohésion économique et sociale avec ceux de la stratégie de Lisbonne (Europe de la connaissance et des emplois de meilleure qualité, avec un niveau de qualification plus élevé).

Depuis 1988, plus de 480 milliards d'Euros ont été investis par l'Europe dans les régions et dans les Etats. **La politique de cohésion (avec le développement rural) est devenue le premier poste de dépenses du budget de l'UE.**

L'inclusion des dépenses d'investissement en matière de performance énergétique et d'énergies renouvelables dans les parcs de logements sociaux (en attente d'examen par le Conseil) est un bon exemple du travail des socialistes sur la politique régionale.

Ce qu'a fait la droite / exemples, votes clés :

- La position du PPE sur le sujet est très consensuelle (pour un vague renforcement de la politique de cohésion). Dans la pratique, le groupe n'est pas du tout homogène sur la question, là encore souvent selon les Etats-membres d'origine des parlementaires. Le PPE n'a pas de vraies revendications de groupe là dessus.
- Barroso, le Président de la Commission européenne, n'a eu de cesse de détourner les objectifs de la stratégie de Lisbonne en favorisant l'objectif de la compétitivité entre les territoires au détriment de l'objectif de solidarité.
- En votant en faveur des perspectives financières 2007-2013 au rabais, la droite européenne a mis en péril le développement d'une politique régionale ambitieuse.

Ce que nous proposons :

- Accentuer l'attention particulière réservée aux PME et TPE et à l'artisanat dans les programmes de développement régionaux
- Injecter des fonds structurels dans les infrastructures énergétiques et de télécommunication. Cela permettrait de mieux coordonner dans l'Union les projets concernant ces domaines, d'engager des projets de plus grande ampleur et de soutenir l'activité économique dans les régions d'Europe
- Sécuriser l'articulation sur le terrain des fonds structurels avec le nouveau fonds agricole de développement rural.
- Augmenter, grâce au budget, la dotation de la politique régionale.